

PER
C-4

action

Canada France

Mai 1985

n° 94

\$ 2.00



Bibliothèque Nationale du
Québec, Bureau du Dépôt Légal
Réception des périodiques
1700 rue St-Denis
Montréal, Qué. H2X 3K6

- **DOSSIER SPECIAL CCIFC**
- **BALANCE DES PAIEMENTS**

UNE BANQUE D'AFFAIRES

POUR L'INDUSTRIE.
POUR LE COMMERCE.
POUR L'ENTREPRISE.

Banque à charte canadienne,
la Société Générale (Canada) est à votre service.

À vous de profiter de notre expertise
de grande banque française et internationale,
ici-même chez vous, pour vos financements d'affaires
domestiques et internationaux.

Nous offrons aussi un service spécialisé
de location industrielle par l'entremise de notre filiale:
Crédit-Bail Société Générale (Canada) Inc.

UNE BANQUE D'AFFAIRES
UNE BANQUE D'AFFAIRES
UNE BANQUE D'AFFAIRES
UNE BANQUE D'AFFAIRES
UNE BANQUE D'AFFAIRES



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

(CANADA)

Montréal
(514) 875-0330

Québec
(418) 529-4505

Toronto
(416) 364-2864

Calgary
(403) 265-3305

Edmonton
(403) 482-6925

Vancouver
(604) 689-2444

action

Canada France

Fondateur : Bertrand Namy

Conseil d'administration / Board

Gilles Léveillé, Président
James Baer, Secrétaire/Trésorier
Gaston Brown, Administrateur (Québec)
André Galipeault, Administrateur (Toronto)

Administration / Management Lise Allard

Publicité / Advertising Ph. Maillet

360, rue St-François-Xavier
1^{er} étage
Montréal (Québec) H2Y 2S8
Tél.: 281-1246
Télex: 055-62358

Toute reproduction de tout ou partie d'un article n'est permise que sur autorisation et doit porter la mention habituelle « Reproduit de la Revue ACTION CANADA FRANCE ».

Les articles qui paraissent dans ACTION CANADA FRANCE sont publiés sous la responsabilité exclusive de leurs auteurs.

Reproduction of all part of any article is only allowed with permission and must carry usual mention « Reproduced from magazine ACTION CANADA FRANCE ».

Articles in ACTION CANADA FRANCE are published under the exclusive responsibility of their authors.

ACTION CANADA FRANCE a remplacé, début 1976, la Revue de la Chambre de Commerce Française au Canada établie depuis 1886 et est publié 10 fois par an par « Revue Action Canada France Inc. », 1080 Beaver Hall, suite 826, Montréal H2Z 1S8, Téléphone (514) 866-0178. Courrier de deuxième classe : enregistrement no. 3700. Dépôt légal : Bibliothèque Nationale du Québec. Numéro de l'ISO (Organisation Internationale de Normalisation) : CN ISSN 0318-7306.

ACTION CANADA FRANCE replaced in 1976 the « Revue de la Chambre de Commerce Française au Canada » established in 1886 and is published 10 times a year by « Revue Action Canada France Inc. », 1080 Beaver Hall, suite 826, Montréal H2Z 1S8, Phone (514) 866-0178. Second class mail : registration no. 3700. Legal registration : Bibliothèque Nationale du Québec. ISO number : CN ISSN 0318-7306.

La revue ACTION CANADA FRANCE est répertoriée dans l'Argus des Communications.

Graphisme
Pierre Leduc

Composition
Conversion Plus Inc.

Impression
Presse Élite
Montréal

ACTION CANADA FRANCE/MAI 1985

S O M M A I R E

N° 94

Mai 1985

5 Balance des paiements: Les voies du redressement

par Bernard Fleury

9 Dossier C.C.I.F.C.

- Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de la Chambre de Commerce Française au Canada
- Rapport Moral du Président Mr. André Bisson.
- Résultats financiers de la Chambre au 31 décembre 1984 et 1985
- Organisation et finalités de la chambre de commerce française au Canada
- C.C.I.F.E Organisation des C.C.I.F.E. en France
- Conseil d'administration 1985-1986
- Activités C.C.I.F.C.

19 Nouvelles de France Chronique judiciaire

par Raymond Lette

21 Les salons français

23 English pages

25 Communiqués-News Petites annonces

26 Page statistique

Erratum

Dans le n° 91 de février 1985 p.20, Dossier Provence-Alpes-Cote d'azur, on peut rajouter aux adresses utiles les délégations régionales de la Chambre de Commerce France-Canada:

Marseille: Henri Arnaud Tour la Navarre,
Parc du Roy d'Espagne, 13008 Marseille
Tél.: (91) 73-20-35

Nice: Pierre Decreux 2, rue Emma-Tiranty
06000 Nice Tél.: (93) 62-21-92



**CREDIT
COMMERCIAL
DE FRANCE
(CANADA)**

Une banque dont la taille et les méthodes lui permettent
d'être proche de ses clients.

CCF Canada est une filiale du Crédit Commercial de France,
banque internationale établie à Paris en 1894,
avec des bureaux dans les grands centres financiers
du monde entier.

Siège social :
1155, Boulevard Dorchester ouest
bureau 2305, Montréal, Québec H3B 2K2
Tél. : (514) 875-4310 Telex : 055-62153



BALANCE DES PAIEMENTS: **LES VOIES DU REDRESSEMENT**

Par : Bernard Fleury
Président Directeur général
Banque Nationale de Paris
(Canada)

L'annonce d'un redressement du commerce extérieur, dont le déficit a été réduit de 93,5 milliards en 1982 à 48,9 milliards en 1983 puis à 19,8 milliards en 1984 (statistiques douanières FAB-FAB), a été rapidement suivie par celle d'un quasi-équilibre de la balance des paiements courants. Même si ce résultat provisoire peut être révisé, il renforce l'amélioration déjà appréciable obtenue en 1983. De plus, les sorties de capitaux à long terme se sont nettement modérées et le recours aux emprunts extérieurs a pu être fortement réduit. La perspective s'éclaircit donc, mais des difficultés demeurent et la réduction de l'encours brut de la dette extérieure n'est pas pour l'an prochain.

Le rétablissement de l'équilibre des paiements courants

Redevenue excédentaire en 1978, la balance des paiements courants s'était dégradée après le second « choc pétrolier », le déficit atteignant un maximum de 79 milliards de francs en 1982. Elle s'est ensuite rapidement redressée, après la réorientation de la politique économique; le déficit est revenu à 34 milliards en 1983, pour faire place à un excédent dès le 3^e trimestre de 1984, et l'équilibre est à peu près rétabli sur l'ensemble de l'année (-0,7 milliard d'après les premiers résultats provisoires). Ce résultat provient surtout de l'amélioration plus rapide que prévu du commerce extérieur. Le poste marchandises reste cependant déficitaire; la situation est inverse de celle de l'Allemagne, par exemple, qui a une balance commerciale bien meilleure que celle des paiements courants.

Le poste « autres biens et services », correction d'un biais statistique qui minore les recettes d'exportation, est structurellement excédentaire, il poursuit sa croissance tendancielle (environ +30 milliards en 1984). En revanche, les « invisibles » n'évoluent pas très favorablement. Les transferts unilatéraux, effectués par le gouvernement et par les travailleurs étrangers, continuent d'entraîner des sorties de capitaux importantes. Les services présentent un excédent appréciable, mais qui stagne à environ 33 milliards

après le maximum de 37 milliards atteint en 1980. Par conséquent, si les services compensent partiellement le déficit des marchandises et des transferts, ils ne participent pas à l'amélioration du solde global des paiements courants, comme cela avait été le cas avant 1980.

L'évolution d'ensemble des services résulte de mouvements opposés que connaissent leurs différentes composantes. Parmi les postes qui ont évolué favorablement figure en premier lieu le tourisme, dont l'excédent, qui était passé de 12 à 22 milliards de 1982 à 1983, s'est encore amélioré de quelques milliards en 1984, malgré la suppression du carnet de change et l'allègement des restrictions sur l'utilisation des cartes de crédit à l'étranger. Il faut y voir de nouveau l'effet de la modération du pouvoir d'achat des français mais surtout de la compétitivité apportée par la hausse du dollar. Certains services de technologie présentent un excédent encore faible mais en nette croissance, par exemple le « travail à façon » (en particulier le retraitement des matières irradiées) et les services de gestion (activités, dans l'informatique ou l'industrie spatiale, de holdings internationales installées en France).

En revanche les redevances sur brevets restent déficitaires et les excédents provenant des grands travaux et de la coopération technique, en croissance rapide jusqu'en 1982 (+27 mil-

liards), tendent à plafonner voire à diminuer. C'est d'abord la conséquence de l'achèvement de chantiers dans les pays de l'OPEP, dont les capacités d'importation ont été réduites par la conjoncture défavorable du marché pétrolier. C'est en second lieu l'effet différé de la chute des signatures de grands contrats depuis 1983. Il faut noter aussi que le déficit des « frais accessoires sur marchandises » (rabais, ristournes...) semble s'accroître et que celui des transports maritimes, après une forte aggravation en 1981, continue à subir les effets de la hausse du dollar.

Cependant le poste le plus préoccupant est celui des « intérêts, dividendes et autres revenus de capital ». Après avoir atteint un excédent maximum de 9,7 milliards en 1980, il a laissé en 1983 un déficit de 7,3 milliards, qui pourrait s'être élevé à 10 milliards en 1984. Cette évolution est due essentiellement aux intérêts de la dette à moyen et long terme, estimés à 45 milliards en 1984 (soit environ 5% des exportations de marchandises) contre 23 milliards en 1982 et 34 milliards en 1983. Il sont encore appelés à croître et les perspectives de l'ensemble du poste ne sont pas bonnes. C'est ainsi que la dette extérieure contractée notamment pour financer le solde des paiements courants pèse sur son redressement. Les résultats des autres opérations devront donc encore s'améliorer fortement pour que soit

Suite à la page 7

RENAULT ALLIANCE

LA QUALITÉ OU LE PRIX?

**SANS FRAIS
ADDITIONNELS**

**PROTECTION
RENAULT
5/80
ET PLUS**

Pourquoi hésiter entre une voiture de qualité et une voiture à bon prix? L'Alliance ne fait pas de concession. La Renault Alliance, une voiture robuste conçue et construite selon des normes sévères de contrôle de la qualité. Pas étonnant, qu'à son arrivée sur le marché en 1983, elle fut couronnée voiture de l'année! Moteur à injection électronique • Suspension indépendante aux 4 roues • Sièges avant bioformés • Excellente insonorisation et habitabilité. La qualité a maintenant un prix, celui de l'Alliance! Chez votre concessionnaire Renault!

**CHEZ RENAULT
LA QUALITÉ C'EST GARANTI!**



À partir de

6999\$*

*Prix de base. Préparation et transport en sus.

LA QUALITÉ À BON PRIX!

RENAULT
...ENCORE RENAULT



Suite de la page 5
obtenu un excédent global durable.

Une balance de base moins déficitaire et mieux financée
— moins de sorties de capitaux à long terme

Le déficit des mouvements de capitaux à long terme dits spontanés, c'est-à-dire non compris les «emprunts autorisés» avait connu en 1983 une légère réduction. Elle paraît s'être nettement accentuée en 1984, d'après des estimations provisoires: les sorties nettes de capitaux à long terme seraient revenues de 47 milliards à environ 30 milliards en 1984, contre plus de 50 milliards en 1981 et 1982.

Cette amélioration porte tout d'abord sur les crédits commerciaux. Ce n'est pas forcément une évolution favorable, dans la mesure où elle provient d'un ralentissement des mises en place de crédits à l'exportation, en particulier de crédits acheteurs, qui peut être lié au fléchissement des grands contrats, notamment pour les grands travaux et la coopération technique. Le redressement du solde des investissements directs est plus satisfaisant, surtout s'il se confirme qu'il est dû à un développement des investissements étrangers en France plus rapide que celui des investissements français à l'étranger; ceux-ci assurent d'ailleurs une présence hors des frontières utile à la stratégie industrielle.

Faute d'informations détaillées sur les sorties (prêts à l'étranger) et les entrées (prêts de l'étranger) on ne peut que constater l'amélioration du solde global des prêts, dont le déficit avait été anormalement élevé en 1982 et 1983. En ce qui concerne les opérations de portefeuille, les entrées venant des investissements étrangers ayant été importantes, le déficit de 1983 était dû à de fortes sorties (12,8


milliards) liées essentiellement à des syndicats internationaux d'émission. Le dénouement de ces opérations en 1984 a dû permettre aux opérations de portefeuille de devenir excédentaires.

— moins de financement par la dette extérieure

Le retour à l'équilibre des paiements courants et l'amélioration du solde des capitaux à long terme se sont conjugués pour entraîner une nouvelle et très forte réduction du déficit de la balance de base (hors emprunts autorisés), revenu de 80,5 milliards de francs en 1983 à environ 30 milliards en 1984. La principale conséquence a été de permettre une sensible diminution des tirages, nets d'amortissements, sur emprunts autorisés, ramenés à moins de 40 milliards contre 88 milliards. Comme en 1983 le total des emprunts autorisés nets et de l'endettement à court terme des banques a plus que couvert la balance de base, de sorte que la position monétaire du secteur public (réserves officielles de change) s'est améliorée. En 1982 au contraire une partie du déficit s'était traduite par des pertes de réserves.

Les amortissements contractuels et anticipés ont dû sensiblement dépasser le montant de 23,6 milliards enregistré en 1983. L'endettement brut nouveau est cependant revenu à moins de 70 milliards de francs contre 112 milliards en 1983 et 95 milliards en 1982. Malgré cette diminution il a, comme en 1983, couvert le total de la balance de base et des amortissements. Mais, comme les paiements courants ont été équilibrés, il a par là-même couvert les amortissements et les sorties de capitaux à long terme (créances sur l'étranger), c'est-à-dire que l'endettement ne s'est pas accru davantage que les créances sur l'étranger.

Le retour à un quasi-équilibre des paiements courants, la réduction des sorties de capitaux à long terme et le net infléchissement des flux d'endettement nouveau constituent des évolutions très satisfaisantes. Cependant la partie n'est pas encore gagnée, surtout en ce qui concerne la stabilisation puis le reflux de l'encours de la dette extérieure. ■



*Charvet, Fortier, Hauvey
Touche Ross*
COMPTABLES AGRÉÉS

Montréal
Longueuil
Québec
Hull
Chicoutimi
La Baie
Alma
Roberval
St-Félicien
Dolbeau
Chibougamau
La Malbaie

Bureaux dans les principales
villes du Canada, des États-Unis et dans
86 autres pays.

...UN PARTENAIRE DE CHOIX.

CFH/TR MTL — 27-09-84 (8287)

LETTE & ASSOCIÉS

Avocats
Barristers & Solicitors

MONTRÉAL

615 ouest, Bd Dorchester
Montréal, P.Q. H3B 1P9
Tél.: (514) 871-3838
Télex: 05-24456 Lexinter Mtl

TORONTO

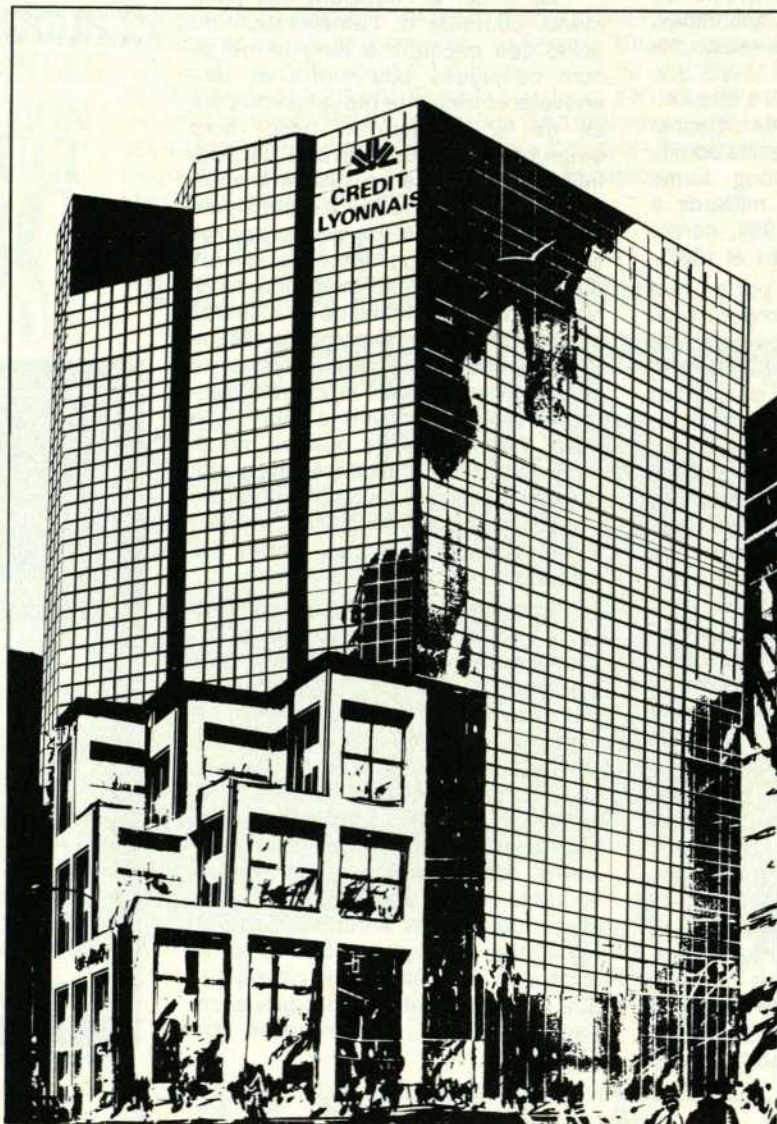
181 University Ave
Toronto, Ont. M5H 3M7
Tél.: (416) 361-0380
Télex: 06-218499 Letwhit Tor

BUREAUX EUROPÉENS

3, rue du Boccador 10, rue Pierre Fatio
75008 PARIS 1211 GENÈVE 3
Tél.: (1) 723-6203 Tél.: (22) 21.50.41
Télex: Lette 640274F Tél.: 421431 Jawe Ch



CRÉDIT LYONNAIS CANADA



FILIALE DU CRÉDIT LYONNAIS (*Fondé en France en 1863*)
Siège social: 2000 Mansfield, Montréal, Québec H3A 3A6

Tél.: (514) 288-4848 Télex: 05-25245

Succursale: Royal Bank Plaza, Suite 2875, Toronto, Ontario M5J 2J1
Succursale: Suite 1670, Bow Valley Square I, 202 - Sixième Avenue S.W.,
Calgary, Alberta T2P 2R9

Tél.: (416) 865-0100 Télex: 06-23968
Tél.: (403) 263-1080 Télex: 03-821195

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE LA C.C.I.F.C.

tenue le lundi 9 avril 1984 à onze heures au Salon Bleu
de l'Hôtel Ritz-Carlton à Montréal.

I. Conformément aux statuts de la Chambre, le Président, Monsieur André Bisson, préside l'assemblée, et Monsieur Jean-Claude Bachand est nommé Secrétaire.

II. Le Secrétaire déclare que la réunion a été convoquée dans les délais requis, dépose pour être annexée au procès-verbal copie de l'avis de convocation, constate que le quorum est atteint, et que la réunion peut régulièrement commencer.

III. RAPPORT DU PRÉSIDENT

Le Président présente à l'Assemblée son rapport annuel.

Après avoir souligné sa satisfaction devant l'augmentation notable du nombre des membres de la Chambre en cette période d'austérité relative, le Président passe en revue les principales activités qui se sont déroulées durant l'année écoulée, activités inspirées par les séances de réflexion de l'automne 1982. D'ailleurs, les rapports des comités formés à cette occasion avaient été déposés et discutés aux Conseils d'Administration de la Chambre en novembre 82 et février 83.

Les manifestations suivantes furent organisées: Tournoi de golf le 26 mai et Bal annuel le 1^{er} décembre. Les déjeuners-causerie eurent lieu aux dates suivantes: le 14 avril (Jean-Louis Roy), le 12 mai (Raymond Barre), le 30 septembre (Jean-Paul Chareton), le 9 novembre (Jean-Jacques Servan-Schreiber), le 18 janvier (Monsieur l'Ambassadeur Dupuys) et le 22 février (Raymond Garneau).

Le Conseil d'Administration s'est

réuni à neuf reprises, les 7 mars, 18 avril, 13 juin, 19 septembre, 7 novembre, 1^{er} et 13 décembre, 18 janvier et 22 février. Le bureau s'est fréquemment réuni avant chacune de ces réunions du Conseil et a, de plus, tenu six réunions, les 2 et 21 mars, 17 mai, 23 août, 19 octobre et 2 avril.

Quatre Comités ont été à l'oeuvre: Conférenciers, sous la présidence de Monsieur Le Petit, Relations Extérieures, sous la présidence de Monsieur Bachand, Récréations, sous la présidence de Monsieur Baylaucq, et Revue, sous la présidence de Monsieur Baer.

Le Président rappelle qu'il a été invité à siéger au Comité des Gens d'Affaires Canada-France, qui a d'ailleurs tenu une réunion, à Montréal, les 24 et 25 octobre derniers.

Le Président a visité l'Union des Chambres de Commerce Françaises à l'Étranger à Paris en décembre, et il a été invité à prononcer des conférences à la Chambre de Commerce France-Canada à Paris le 7 décembre et à notre section de Québec le 3 février.

Enfin, le Bureau a été invité à déjeuner par l'Ambassadeur de France le 9 février, ce qui a permis un échange fructueux de vues sur la contribution que la Chambre pourrait apporter dans les grands dossiers économiques intéressant les deux pays.

L'année a également été marquée par le départ du Directeur Général, Monsieur Bertrand Namy, que le Président remercie encore une fois au nom de tous, et son remplacement par Monsieur Francis P. Clément, suite à une entente avec les Services Publics Français.

Monsieur Bisson tient à remercier Monsieur Rémy Dannenberger, qui laissera sous peu son poste de Coopérant auprès de la Chambre, pour être remplacé par Monsieur Philippe Maillet, nouvellement arrivé. Après avoir enfin exprimé sa reconnaissance aux membres démissionnaires du Conseil ainsi qu'aux membres du Bureau, le Président termine en soulignant que deux des priorités de la prochaine année pourraient être la poursuite de l'effort d'intensification des échanges commerciaux entre la France et le Canada, ainsi que la concrétisation des réflexions de l'année en cours quant à l'orientation de la Revue Action Canada France.

IV. ÉTATS FINANCIERS DE LA CHAMBRE

Le Trésorier, Monsieur James Baer, présente, commente et dépose à l'Assemblée, les états financiers de la Chambre, ainsi que ceux de la Revue Action Canada-France, pour l'année terminée le 31 décembre 1983.

Sur proposition dûment faite par Monsieur Gaston Bédard, et appuyée par Monsieur C.A. Poissant, ces états financiers sont acceptés par l'Assemblée.

V. NOMINATIONS

Le Président du Comité de nominations, Monsieur François Mercier, présente ensuite la liste proposée des membres du Conseil d'Administration du Bureau de direction, ainsi que du Conseil d'Arbitrage, préparée et envoyée à tous les membres selon les statuts de la Chambre.

MARTINEAU WALKER
AVOCATS

AGENTS DE BREVETS ET MARQUES DE COMMERCE

3400, La Tour de la Bourse
800, Carré Victoria
Montréal, Canada H4Z 1E9
Téléphone (514) 397-7400
Sans frais d'interurbain 1-800-361-6266
Bélinographe (514) 397-7600
Télex 05-24610 BUOY MTL

Bureau 1100, Immeuble 'La Laurentienne'
425, rue St. Amable
Québec, Canada G1R 5E4
Téléphone (418) 647-2447
Sans frais d'interurbain 1-800-463-2827
Bélinographe (418) 647-2455

RAPPORT ANNUEL DU PRÉSIDENT M. ANDRÉ BISSON

(LE 20 MARS 1985)

Les interventions menées par la Chambre de Commerce Française au Canada pendant l'année de mon second mandat ont été dictées par deux orientations fondamentales :

1er — Valoriser le capital de relations d'affaires que représentent les participants à ces manifestations ; ceci, par

- la diversification desdites manifestations ceci, par un renforcement des activités économiques de la Chambre.

2e — intégrer l'ensemble de ces activités dans le contexte des relations économiques privées et publiques, françaises et canadiennes déjà en place.

Six réunions du Conseil d'administration préparées par autant de réunions du Bureau y ont également beaucoup contribué. J'en remercie les intervenants.

I — LES ACTIVITÉS SOCIALES DE LA C.C.I.F.C., ET LEUR « VALORISATION » ÉCONOMIQUE

Les manifestations auxquelles je viens de faire allusion sont tout d'abord traditionnelles :

Il s'agit de nos déjeuners causerie :

22 février : M. Raymond GARNEAU. « Le Comité des Gens d'Affaires Franco-Canadiens. »

9 avril : M. Yves FLORNOY. « Faut-il investir à la Bourse de Paris ? »

4 mai : M. François DALLE L'ORÉAL. « À la recherche du progrès. »

22 mai : M. J. MAYOUX. « Le rééchelonnement des dettes des pays en voie de développement : Une solution ou un palliatif. »

26 septembre : M. M. GIRAUD. « L'Île de France : Porte d'entrée sur l'Europe pour les entreprises canadiennes. »

14 janvier : M. J. MONOD. « Les raisons pour une société française d'investir au Canada. »

21 février : M. R. BERTAUX. « La contribution de l'Assurance Française au fonctionnement de l'entreprise. »

1293 personnes ont assisté à ces conférences.

Il s'est également agité de cocktails que nous avons essayé de rendre plus

« professionnels ». Ils ont concerné :

- le C.N.P.F. (M. Y. GATTAZ)
- la Chambre de Commerce et d'Industrie de Valenciennes
- la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille

celui du 27 mars prochain organisé sous le haut-patronage des banques françaises à Montréal dans le cadre des journées ferroviaires françaises est une « première » du genre.

Nous avons cherché à compléter ces manifestations traditionnelles par trois autres catégories d'activités :

- Le « POT » de la Chambre.
- la participation de la Chambre à des expositions et à des salons spécialisés. Il s'est agi conjointement avec les Services de l'Expansion Économique auprès le Consulat Général de France et du Centre Français de Coopération Industrielle (C.F.C.I.) :
 - de Québec 84
 - du Salon du Commerce International, et,
 - du « Monde des Affaires ».
- des interventions auprès de la radio (à l'occasion du séjour du Premier Ministre Laurent FABIUS) et de la presse (les Échos — Le Figaro — Dernières Nouvelles d'Alsace — l'Express — Le Parisien Libéré et l'Expansion).
- la « valorisation » des activités de la C.C.I.F.C. :

Lorsque l'organisation de ces manifestations n'a pas été directement dictée par des motifs d'ordre strictement économique — (exemples de Valenciennes, des « Journées ferroviaires », de la 2e Croisade des Exportateurs) elle a dans toute la mesure du possible été dirigée dans cette optique. Cette démarche a été facilitée par l'accueil de missions, collectives ou individuelles, s'étant déplacées dans le but d'établir de nouvelles affaires.

- régionales, elles ont été mises sur pied pour l'organisation de stands communs (salons de la sous-traitance et Toulouse — Québec 84 et Bretagne — Core (Halifax) et Marseille — Rendez-vous 85 et Franche Comté) et d'échanges bilatéraux avec des Chambres de Commerce et d'Industrie de France métropoli-

taines (Valenciennes — Lens — Alpes Provence Côte d'Azur) et des Départements français d'outre-mer (Guadeloupe — St-Pierre et Miquelon).

- nationales, elles ont concerné des voyages professionnels (Présidents des Délégations de la Chambre de Commerce France Canada, Congrès mondial des Jeunes Chambres Économiques) et des « Journées techniques » (cf. : Équipements de montagne) dont le C.F.C.I. a alors été le maître d'oeuvre.

Les missions individuelles ont représenté environ 700 visites — dont le tiers de France — soit quinze visites par semaine, leur objet étant également réparti entre l'import-export traditionnel — les problèmes d'investissement, les questions diverses (dont les demandes d'emploi et de stage) et les services rendus par la C.C.I.F.C., ainsi que son organisation.

Signalons de plus, en complément d'information, les statistiques suivantes :

- Service télex : au départ 319, à l'arrivée 242
- Correspondance : au départ 2036, à l'arrivée 1730

Cette approche plus « économique » a été rendue possible par essentiellement deux supports :

- la revue « ACTION CANADA FRANCE » : nous cherchons à en faire une revue qui présente effectivement des informations et canadiennes et françaises reflétant les activités de la C.C.I.F.C. et de ses membres, d'où sa « transformation ».
- des nouveaux services : sur le plan de la promotion, l'accent a été mis sur la préparation et l'accueil de missions individuelles et groupées ; sur celui de la domiciliation temporaire d'entreprises (l'accent a été mis sur les services télex et location de bureau).

II — L'« INTÉGRATION DES ACTIVITÉS DE LA C.C.I.F.C. DANS UN DISPOSITIF FRANÇAIS ET CANADIEN EXISTANT :

Cet ensemble est bien intégré dans le dispositif qui existait préalablement à sa mise en place, qu'il s'agisse de ses

aspects publics, privés, français ou canadiens.

Pour ce qui est du secteur public canadien, les interventions précédemment mentionnées ont en effet été menées en liaison étroite avec les ministères du Commerce Extérieur et de l'Industrie. Les actions entreprises l'étaient également, et dans le même temps avec le Poste d'Expansion Économique auprès du Consulat général de France, et les services qui y sont rattachés. Permettez-moi, Monsieur l'Ambassadeur, de saisir cette occasion pour vous remercier de l'aide que le Gouvernement Français nous apporte depuis plusieurs années par le détachement d'un jeune appelé du contingent et plus récemment, par celui de notre Directeur Général.

Nous avons entamé avec la Chambre de Commerce France Canada un processus nous permettant d'être par son intermédiaire plus proche du secteur privé français intéressé par le marché canadien. Ce rapprochement vient renforcer les liens que nous entretenons déjà avec nos propres membres établis en France, et par le biais de l'A.P.C.C.I. et de l'U.C.C.I.F.E. avec les Chambres de Commerce et d'Industrie de Métropole et leurs correspondants.

Pour ce qui est du Canada, nous ne pouvons que nous réjouir de la volonté claire et nette du Comité National des Conseillers du Commerce Extérieur de la France de nous appuyer dans nos interventions et de la coopération tant de nos membres que des Chambres de Commerce locales, du GROUPEMENT QUÉBÉCOIS DES ENTREPRISES, et, non des moindres, du COMITÉ DES GENS D'AFFAIRES FRANCE CANADA.

Nos interventions ne sont pas limitées à Montréal. Des actions ponctuelles et concrètes (organisation de missions) nous ont amenés plusieurs fois, dans l'esprit que je me suis attaché à décrire et à illustrer, à intervenir en liaison avec les sections de Québec, de Vancouver, et de Toronto.

L'objectif final était de préparer l'avenir. Il m'a amené sur le fond à proposer une modification des status, sur la forme, à matériellement personnaliser la nouvelle image de la Chambre en

l'installant dans des locaux mieux adaptés à la mission qu'elle s'est assignée.

C'est maintenant, dans l'immédiat, à monsieur Patrick BAVIERE, trésorier de la C.C.I.F.C., à vous en présenter les résultats financiers, et dans un futur tout

proche, au président et au conseil que vous voudrez bien élire de poursuivre dans la même optique — ce que je souhaite — l'important travail entrepris.

Je vous remercie de votre attention.



**Blouin & associés
Architectes**

970 avenue McEachran
Montréal H2V 3E3
Tél. (514) 274 8375

André Blouin MOAQ CPUQ FIRAC RCA Ass.
Paul Faucher MOAQ Ass.
Gilles Aubertin MOAQ Ass.
André Brodeur MOAQ Coll.

**ROBIC, ROBIC & ASSOCIÉS
ASSOCIATES**

Fondée en 1892

Conseils en propriété
intellectuelle
Agents de brevets d'invention
et de marques de commerce

1514, Docteur Penfield
Montréal, Canada, H3G 1X5
Tél.: (514)934.0272, Télex: 05-268656, Cable: MARION
Fac-similé: Groupe II & III: (514) 934-1246

action
Canada France

BULLETIN D'ABONNEMENT

SUBSCRIPTION ORDER

Nom / Name _____
Compagnie / Company _____
Adresse / Address _____
Ville / Town _____
Code Postal / _____
Postal / Code _____
Téléphone / Phone _____

Ci-joint mon chèque Veuillez me facturer
Payment enclosed Please bill me

\$ 15 Canada
\$ 20 France et autres Pays/France and other countries
10 numéros annuels / 10 issues a year

1080, CÔTE DU BEAVER HALL
BUREAU 826 - MONTRÉAL, QUÉ. H2Z 1S8
TÉL.: 866-0178

**TRANSITAIRES INTERNATIONAUX
COURTIERS EN DOUANE**

- CONSEILLERS EN DOUANE
- FRET AÉRIEN ET CONSOLIDATION
- EMBALLAGE POUR EXPORTATION
- SERVICE DE CONTENEURS
- ASSURANCE TRANSPORTS

Service de groupage maritime
et aérien import-export.

Représentation internationale.



**St-Arnaud
Bergevin
Limitée**

Siège social:

410 ST-NICOLAS,
MONTRÉAL, CANADA H2Y 2P5

TEL: (514) 285-1500 TELEX: 05-25176

- MONTRÉAL • AÉROPORT DE DORVAL
- DORVAL • MIRABEL • LACOLLE
- PHILIPSBURG • QUÉBEC • SEPT-ÎLES
- ST-JÉRÔME • ST-JEAN (QUÉ) • LES SAULES
- TORONTO • AÉROPORT LESTER B. PEARSON
- WINDSOR • AGINCOURT • OAKVILLE
- FORT ÉRIÉ



**RAYMOND, CHABOT,
MARTIN, PARÉ
& ASSOCIÉS**

Comptables agréés

Représentation en France

Fiduciaire Continentale

Paris, Grenoble, Lyon, Marseille

19, rue Clément Marot
Paris 75009
Tél. : 723 80 18
Télex : 660977 Fideurop

Représentation
à travers le Canada

Doane Raymond
Associés

Représentation
internationale

Grant Thornton
International

ORGANISATION ET FINALISTES DE LA C.C.I.F.C.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Française au Canada (CCIFC) a pour objet de faciliter et de favoriser un accroissement des relations économiques privées franco-canadiennes par une aide spécifique et personnalisée aux entreprises; ceci pour leur permettre de répondre à des problèmes ponctuels qui leur sont particuliers.

Cette approche — menée compte tenu des dispositifs du Commerce extérieur français et canadien déjà en place — dicte le regroupement des activités de la CCIFC en trois catégories:

- Un département Promotion/relations publiques.
- Un département Documentation/information/publications.
- Un département Domiciliation/infrastructure.

Le département Promotion/relations publiques est conçu pour permettre aux entreprises, dans l'esprit précédemment indiqué, de faire connaître les produits et services qu'elles offrent, ou qu'elles souhaitent acquérir.

Il s'agit essentiellement de l'organisation de missions individuelles (par chef d'entreprise) ou collectives (par groupe d'entreprises), de réunions d'information et du recours aux supports traditionnels que sont publicité et petites annonces faites soit dans les publications de la CCIFC, soit dans les revues des associations professionnelles.

Le département DIP Prospection Commerciale est chargé de faire connaître à l'entreprise quelles sont les exigences du marché concernant le produit ou le service demandé ou proposé, et comment s'y adapter.

Une connaissance des réglementations locales et la procédure à suivre pour les appliquer évitent d'inutiles difficultés et autorisent une pénétration plus rationnelle du marché.

Le département Infrastructure/domiciliation permet à l'entreprise d'être présente au Canada et de mettre en place les bases d'une implantation, ceci sans pour autant déjà s'y installer.

Cette phase de transition est rendue possible par la fourniture par la CCIFC de services rattachés à la notion

de domiciliation, logement professionnel temporaire y compris.

Le coût de ces services est préférentiel pour les membres de la CCIFC.

La direction générale, par application des décisions prises par le Président assisté du Bureau et du Conseil de la CCIFC, s'attache à articuler et à orchestrer ces trois départements, en

liaison avec les organismes privés et publics, français et canadiens, ceci de telle sorte que la CCIFC réalise ses objectifs:

Contribuer au profit de ses membres à une augmentation harmonieuse des relations économiques privées franco-canadiennes.

RÉSULTATS FINANCIERS

TABLEAU RÉCAPITULATIF CONSOLIDÉ

CHAMBRE DE COMMERCE ET REVUE ACTION CANADA FRANCE

	1984	1 983	Écart
Revenus :			
Chambre	94 250 \$	84 421 \$	9 829 \$
Revue	71 722	54 055	7 667
	<u>165 972</u>	<u>148 476</u>	<u>17 496</u>
Dépenses :			
Frais de personnel	30 632	66 800	36 168
Imprimerie	38 447	36 330	(2 117)
Autres frais de fonctionnement	68 352	60 364	(7 988)
	<u>137 431</u>	<u>163 494</u>	<u>26 063</u>
Solde	<u>28 541 \$</u>	<u>(15 018)\$</u>	<u>43 559 \$</u>

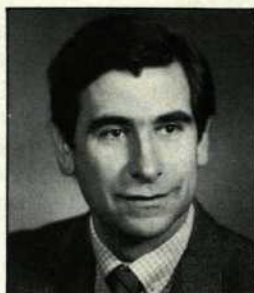
CONSEIL D'ADMINISTRATION 1985-1986

BUREAU



PRÉSIDENT

M. Philippe DALLE
Président
COSMAIR CANADA INC.
2115, rue Crescent
Montréal (Québec)
H3G 2C1
Tél.: (514) 335-8000



VICE-PRÉSIDENT

M. François G.
BEAUCHAMPS
Président
CRÉDIT LYONNAIS
(CANADA)
2000, rue Mansfield,
18^e étage
Montréal (Québec)
H3A 3A6
Tél.: (514) 288-4848



VICE-PRÉSIDENT

M. Henri COLAS
Vice-Président Exécutif
TELEGLOBE CANADA
680, rue Sherbrooke Ouest,
19^e
Montréal (Québec)
H3A 2S4
Tél.: (514) 289-7123



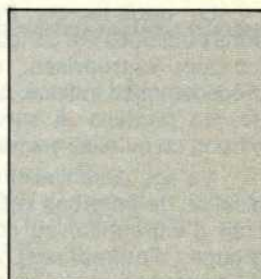
SECRÉTAIRE

M. Roland OLIVIER
Président Directeur Général
CEGELEC ALSTROM
CANADA INC.
1630, boul. Provencher est
Brossard (Québec)
J4W 2V6
Tél.: (514) 465-9795



TRÉSORIER

M. Richard LANGEVIN
Expert Comptable
ERNST & WHINNEY
1200, rue McGill Collège
Montréal (Québec)
H3B 4G7
Tél.: (514) 871-8901



DIRECTEUR GÉNÉRAL

M. Francis P. CLÉMENT
CHAMBRE DE COMMERCE
FRANÇAISE AU CANADA
360, rue St-François Xavier
Montréal (Québec)
H2Y 2S8
Tél.: (514) 281-1246

SECTIONS



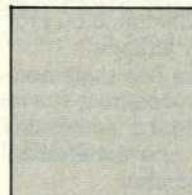
PRÉSIDENT ONTARIO

M. Ignatius McEWAN
BORDEN & ELLIOTT
250, University Ave
Toronto, P.Q.
M5H 3E9
Tél.: (416) 593-5511



PRÉSIDENT QUÉBEC

M. Jacques ST-MARTIN
RAYMOND, CHABOT,
MARTIN, PARÉ
880, rue St-Jean,
2^e étage
Québec, P.Q.
G1R 5H6
Tél.: (418) 647-3151
656-0504



PRÉSIDENT VANCOUVER

M. Murray A. LOUNT
#306, 1530 - 8^e Avenue
Vancouver, B.C.
V6J 4R8
Tél.: (604) 736-4461



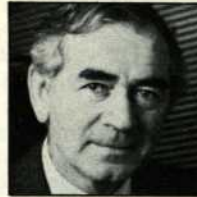
PRÉSIDENT CALGARY

M. Hubert de la
BEAUMELLE
COREXCAL INC. (PARI-
BAS INTERNL)
2100 Daon Bldg
444-5 Avenue SW
Calgary, Alberta
T2P 2T8
Tél.: (403) 264-3170

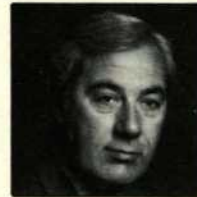
CONSEILLERS



M. Gaston BÉDARD
Comptable agréé
PRICE WATERHOUSE
1200 McGill Collège
Montréal (Québec)
H3B 2G4
Tél.: (514) 879-9050



M. Jean-Paul CHARETON
Président
ALUMINERIE DE
BÉCANCOUR
2000, rue Mansfield #502
Montréal (Québec)
H3A 2Z2
Tél.: (514) 282-2057



M. Christian DUBUS
Directeur Province de
Québec
AMERICAN MOTORS
CANADA INC.
1305, boul. Marie-Victorin
Saint-Bruno (Québec)
J3V 4P7
Tél.: (514) 653-3661



M. Jean-Paul DUNAND
Président
SONEXEAU INC.
3142 Joseph Dubreuil
Lachine (Québec)
H8T 3H5
Tél.: (514) 636-5023



M. Bernard FLEURY
Président Directeur
Général
BANQUE NATIONALE DE
PARIS
Tour BNP — 1981 McGill
Collège
Montréal (Québec)
H3A 2W8
Tél.: (514) 285-6212



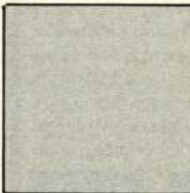
M. Yves BOUILLET
Directeur Général
AIR FRANCE
Centre Manuvie, 2000, rue
Mansfield
suite 1510
Montréal (Québec)
H3A 3A3
Tél.: (514) 285-5010



M. Michel de la
CHENELIÈRE
Editeur
4103, rue Sherbrooke
Ouest
Montréal (Québec)
H3Z 1A7
Tél.: (514) 937-7534



M. François DUFFAR
Vice-Président Exécutif
COSSETTE & ASSOCIÉS
1558, av. Dr Penfield
Montréal (Québec)
H3G 1B9
Tél.: (514) 932-2727



M. François FAUCHER
Vice-Président
DUMEZ CONSTRUCTION
INC.
3600, av. Barclay, suite
405
Montréal (Québec)
H3S 1K5
Tél.: (514) 735-1608



M. Hervé FOULON
Vice-Président
MARCEL DIDIER
CANADA LTÉE
2050, rue Bleury, suite
500
Montréal (Québec)
H3A 2J4
Tél.: (514) 288-1402



M. Richard GERVAIS
Premier Vice-Président
Directeur Général
P.I.R. RELATIONS PUBLI-
QUES & IND. LTÉE
1800, rue Sherbrooke
Ouest
Montréal (Québec)
H3H 1E4
Tél.: (514) 937-5383



M. Claude JANET
Conseiller en
communication
BOULANGER INC.
9801, boul. Parkway
Ville d'Anjou (Québec)
H1J 1P4
Tél.: (514) 353-2220



M. Philippe LAPORTE
Président
TELEMÉCANIQUE
CANADA LTÉE
580, rue Lépine
Dorval (Québec)
H9P 1G2
Tél.: (514) 636-9560



M. Marc-André MORIN
Comptable agréé
RAYMOND, CHABOT,
MARTIN, PARE
Tour de la Banque
Nationale
600, rue de la Gauchetière
Ouest
Montréal (Québec)
H3B 4L8
Tél.: (514) 878-2691



M. Bertrand NAMY
Président
PROGEXO LTD
CP 911 - Dollard 1
Place Bonaventure
Montréal (Québec)
H5A 1E7
Tél.: (514) 861-7841



M. Georges JAN
Vice-Président Directeur
Général
ACIER FRANCOSTEEL
CANADA INC.
5890, av. Monkland #303
Montréal (Québec)
H4A 1G2
Tél.: (514) 489-8458

CONSEIL D'ADMINISTRATION 1985-1986

CONSEILLERS



M. Pierre LAPOINTE
Avocat
1010, rue Sherbrooke
Ouest #1100
Montréal (Québec)
H3A 2R7
Tél.: (514) 844-6392



M. François LEBRUN
Président
STE DE DÉVELOPPE-
MENT IND. DU QUÉBEC
Place Mercantile
770, rue Sherbrooke
Ouest, 9^e étage
Montréal (Québec)
H3A 1G1
Tél.: (514) 873-4375



Me Catherine MURAZ
Avocate
McDOUGALL, LEMAY
2000, rue Mansfield, suite
800
Montréal (Québec)
H3A 2Z5
Tél.: (514) 282-0006



M. Michel NICOLAI
Vice-Président
BANQUE INDOSUEZ
1001, boul. de Maison-
neuve Ouest
suite 600
Montréal (Québec)
H3A 3C8
Tél.: (514) 849-9471



Me Denys PELLETIER
Notaire
244, rue St-Jacques #600
Montréal (Québec)
H2Y 1L9
Tél.: (514) 282-1287



M. Benoît SUBTIL
Président
TERRES NOIRES SHER-
RINGTON LTÉE
219, rang St-Louis
Sherrington (Québec)
J0L 2N0
Tél.: (514) 454-4621



Mme Manon VENNAT
Vice-Président
Administration
AES DATA LTÉE
100, Alexis Nihon #600
St-Laurent (Québec)
H4M 2P2
Tél.: 744-6711 #375



Son Excellence
l'Honorable
Maurice SAUVÉ, c.p., c.c.
Résidence du Gouverneur
Général
1, Promenade Sussex
Ottawa, Ontario
K1A 0A1
Tél.: (613) 933-3323/24



M. Yvon TURCOT
Président Directeur
Général
INTERCOMMUNICA INC.
84, rue de Brésoles
Vieux-Montréal (Québec)
H2Y 1V5
Tél.: (514) 288-9120

COMMISSIONS

Affaires Franco-canadiennes
Conférences et colloques
Événements spéciaux
Recrutement
Revue et communications internes
Révision des statuts
Relations média et publicité

Pierre LAPOINTE
Richard GERVAIS
Manon VENNAT
Henri COLAS
Yvon TURCOT
François G. BEAUCHAMPS
François DUFFAR

ACTIVITÉS CCIFC

Société Générale (Canada)

M. Jean-Michel Le Petit, Président et chef des opérations, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Michel Steen au poste de Vice-président (Québec). Il assure, à ce titre, la direction de l'agence de Montréal.

M. Steen faisait auparavant partie de la direction de l'agence internationale de la Société Générale à Paris.

NOUVEAUX MEMBRES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA (MONTRÉAL)

MEMBRES CORPORATIFS

OGILVY RENAULT
(Cabinet Juridique)
1981, av. McGill College #1100
Montréal H3A 3C1 Tél.: 286-5424

M. L.Y. Fortier

GAZ MÉTROPOLITAIN
1155, boul. Dorchester Ouest #3201
Montréal (Québec) H3B 3S7 Tél.: 598-3759

MM. André Caillé
Robert Normand
Gaston Longval

LOGISTA CANADA INC.
(Service et ingénierie en informatique)
7487, rue St-Denis, Montréal (Québec)
H2R 2E5 Tél.: 279-6535

M. Bernard Miollan

MEMBRES INDIVIDUELS

Mme CLAUDETTE GARIEPY
Transport Canada (Division Trafic et vente
des aéroports de Montréal)
1000, rue Sherbrooke ouest #2401 Montréal
H3A 2P3 Tél.: 283-3453

M. RENÉ LOPEZ
Cegelec Industrie Inc. (Appareillage
électrique)
1400, boul. Industriel La Prairie J5R 2E5
Tél.: 659-8921

POT DE LA CHAMBRE

Le dernier mercredi de chaque mois. En raison de notre déménagement, nous

vous convions à assister à un Pot nouvelle formule qui se tiendra maintenant à l'heure du déjeuner (de 12h à 14h) dans nos nouveaux locaux, 360, rue St-François Xavier. Nous vous rappelons que cette manifestation a pour vocation de faciliter le développement des contacts d'affaire entre les membres de la Chambre de Commerce Française au Canada en permettant également à ceux-ci de rencontrer des personnalités extérieures à la Chambre.

De plus c'est l'occasion de vous tenir informé, ce directement à partir de nos dossiers, des opportunités d'affaires les plus récentes qui «transitent» par la Chambre. Nous vous attendons nombreux.

Pour toute information complémentaire, contactez directement Mme Huang N'Guyen au 281-1246.

Tout ce que vous auriez toujours voulu savoir sur les affaires au Québec...

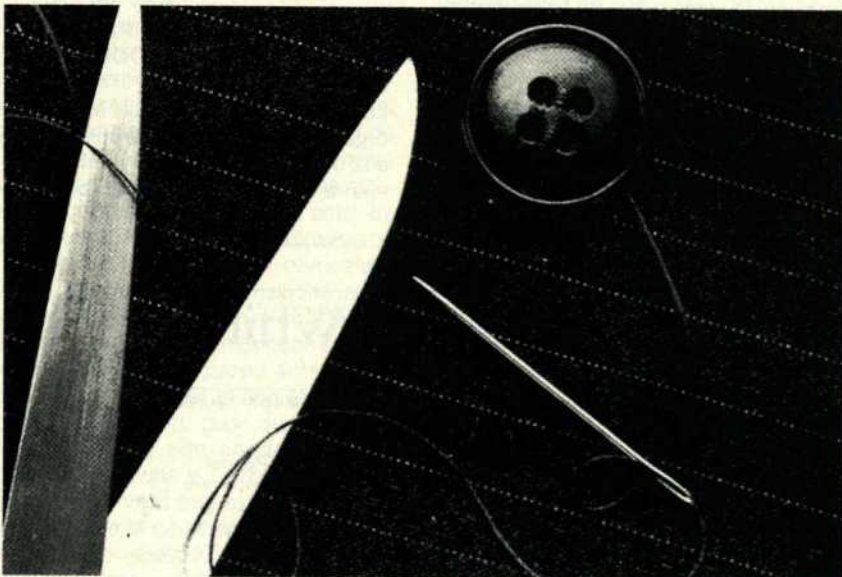
Un nouveau guide rédigé par les bureaux de Price-Waterhouse au Québec présente les spécificités du monde des affaires dans cette Province, à l'usage notamment des investisseurs étrangers ou des hommes d'affaire de passage. Ce document — en langue anglaise ou française — vous sera envoyé gracieusement sur demande auprès de la rédaction de la Revue.

Nous avons le plaisir de vous annoncer la nomination de Monsieur Jean Mazeo, nouveau Consul Général de France à Montréal entre en fonction le 18 avril 1985' et nous en profitons pour saluer le départ de Monsieur Patrick Leclerc, que nous remercions pour son vif soutien aux activités de la Chambre de Commerce Française au Canada.

BONAVENTURE HILTON INTERNATIONAL

L'hôtel de villégiature au-dessus de la Place Bonaventure

Un hôtel sur mesures, pour vos besoins, à peu de distance des sièges sociaux au centre-ville. Service rapide. Vous aimerez nos Départs Express. Nombreuses petites attentions pour faciliter vos sessions de travail et les rendre plus agréables. Vos clients aussi aimeront notre cuisine, nos spectacles et notre service de 24 heures aux chambres. Pour la forme, nous avons une piscine extérieure chauffée toute l'année et un club de conditionnement physique bien aménagé. Pour réserver, communiquez avec votre agent de voyages, le service de réservations Hilton, tout hôtel Hilton International, ou appelez-nous à (514) 878-2332.



OU TOUT LE MONDE EST CHEZ SOI

LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE FRANÇAISES À L'ÉTRANGER (C.C.I.F.E.)

Institutions souvent anciennes, les Chambres de Commerce et d'Industrie Françaises à l'Étranger ont connu avec l'intensification des échanges internationaux un essor important au cours des dernières années.

Composées des responsables de sociétés françaises installées sur différents marchés et de sociétés étrangères intéressées par les relations économiques avec notre pays, ces Chambres constituent sur les cinq continents des instruments privilégiés de contacts pour les hommes d'affaires auxquels elles offrent un important réseau de correspondants familiers avec les conditions locales de l'activité économique.

Quels services les Chambres peuvent-elles apporter aux exportateurs ou aux investisseurs français?

TOUT D'ABORD DANS LE DOMAINE DE L'ACCUEIL:

Accueil des hommes d'affaires de passage ou venant s'implanter. Mise en contact des nouveaux arrivés avec la colonie française et avec les hommes d'affaires autochtones. Manifestations de relations publiques (manifestations économiques, conférences, réceptions, déjeuners en commun, etc.) développant les contacts directs entre hommes d'affaires français et autochtones. Travaux de secrétariat, de traduction et conseils sur la présentation de catalogues ou documents divers.

EN MATIÈRE D'INFORMATIONS GÉNÉRALES:

Elles fournissent des renseignements législatifs, administratifs, des

informations pratiques sur l'environnement et la connaissance du milieu autochtone notamment en ce qui concerne les usages locaux de la politique des affaires.

EN MATIÈRE DE RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX:

Elles peuvent donner les renseignements de notoriété, de solvabilité et faire procéder à des enquêtes sur les personnes ou les sociétés. Elles peuvent également intervenir dans l'étude et le règlement des litiges entre hommes d'affaires français et autochtones et procéder à des recouvrements de créances.

EN MATIÈRE DE PROSPECTION:

Elles effectuent, soit de façon systématique et régulière, soit à la demande des entreprises françaises, des pré-études ou même des études de marchés comprenant des données statistiques de production, d'importation, d'exportation, les tarifs douaniers et autre taxes, les conditions de la concurrence, un recensement des circuits commerciaux.

Elles aident enfin les firmes françaises dans leur recherche de débouchés, de représentants ou même de partenaires.

EN MATIÈRE DE PROPAGANDE EN FAVEUR DES PRODUITS FRANÇAIS:

Les Chambres suscitent et bien souvent organisent des participations françaises aux Foires et Salons à l'étranger; de même provoquent-elles et organisent-

elles la venue en France d'acheteurs étrangers à l'occasion des Foires et Salons français spécialisés.

Toujours dans le but de favoriser une meilleure connaissance des marchés étrangers et d'inciter à des investissements français, elles peuvent préparer, animer et assurer un prolongement concret aux missions à l'étranger de nos commerçants et industriels.

Enfin, il faut signaler qu'un grand nombre de Chambres publient des revues ou des bulletins qui sont des véhicules de promotion commerciale et de publicité efficaces puisqu'ils s'adressent à des lecteurs sélectionnés et «ouverts» à l'influence française.

Cette liste de missions est certes incomplète et chaque Chambre est dotée de services spécifiques en fonction des conditions propres à tel ou tel marché.

LEUR PLACE

dans le dispositif de Promotion du Commerce Extérieur de la France.

À L'ÉTRANGER

Complémentaires des Postes d'Expansion Économique à l'étranger et coopérant avec eux, les Chambres de Commerce et d'Industrie Françaises à l'Étranger sont également les partenaires privilégiés des Chambres de Commerce et d'Industrie Métropolitaines.

Elles collaborent très étroitement avec les services «Commerce Extérieur» des Chambres de Commerce et d'Industrie de France pour faciliter à l'homme d'affaires français sa pénétration sur les marchés étrangers.

EN FRANCE

Leur siège national, l'UNION des CHAMBRES de COMMERCE ET d'INDUSTRIE FRANÇAISES à l'ÉTRANGER, organisme reconnu d'utilité publique, installé à Paris, coordonne leurs actions et les représente auprès des Pouvoirs Publics et de l'Institution Consulaire.

EW Ernst & Whinney
Comptables Agréés

1200, avenue McGill-Collège, Montréal (Qué.) H3B 4G7 Tél.: 871-8901

ASSOCIÉS DE MONTRÉAL

D. Azoulay	C. Dolan	R. Langevin	M. Pesner
C. Bertrand	D. Filion	J. Massy	P. Robitaille
E. Brault	F. Gouin	A. Paris	P. Rubinyi
			R. Turcotte

Abbotsford, Calgary, Edmonton, Halifax, Hamilton, Kitchener, London,
Mississauga, Montréal, Ottawa, Scarborough, Régina, Sept-Îles,
Toronto, Vancouver, Victoria, Windsor, Winnipeg.
Et dans les principales villes à travers le monde.



NOUVELLES DE FRANCE

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Par : Me Raymond Lette, C.R.

Informer les lecteurs d'Action Canada-France sur les différences qui existent entre les législations canadiennes et françaises et surtout sur la manière dont ces législations sont appliquées, voilà l'un des principaux objectifs de nos articles.

Il est facile de lire une loi étrangère, mais il n'est pas aisé de la comprendre. Même celui qui est arrivé à digérer un texte étranger est tenté de lui appliquer les critères qui lui sont familiers. Il ne suffit pas en effet de dire qu'un objet mesure X sans ajouter qu'il s'agit de mètres ou de pieds. Il y a par ailleurs des législations qui sont impressionnantes mais tout simplement inappliquées ou mal appliquées ou encore appliquées à une certaine couche de population qui détient le pouvoir au pays.

Il faut aussi se demander quel sera l'accueil que les tribunaux locaux réserveront au plaideur étranger. Plaidera-t-on dans une grande ville où la Justice est plus indépendante, ou dans une petite localité où un jugement défavorable au plaideur local signifiera peut-être le chômage d'une partie de la population et où les magistrats sont appelés à côtoyer constamment leurs concitoyens.

Il y a des pays, fort respectables par ailleurs, où le plaideur doit dès le départ réaliser que la Justice ne pourra lui être rendue que par la Cour d'Appel ou même la Cour Suprême, éloignée de problèmes locaux et, par conséquent, libre de leur influence.

Voilà ce que pense Newton Minow, avocat américain bien connu:

- « En Allemagne la loi interdit tout, à l'exception de ce qui est permis;
- En France tout est permis, sauf ce qui est interdit;
- En Union Soviétique tout est interdit y compris ce qui est permis;
- En Italie tout est permis, surtout ce qui est interdit. »

On relève avec satisfaction que la

France y est particulièrement bien traitée et pour compléter l'oeuvre de M. Minow, nous placerions, sans hésitation, le Canada dans la même catégorie.

Voici deux décisions intéressantes de la Justice française:

1. - Responsabilité du banquier — droits de la caution

Nous avons eu souvent l'occasion d'entretenir nos lecteurs de la responsabilité du banquier français. Celle-ci est en effet jugée avec beaucoup plus de sévérité que ce n'est le cas en Amérique du Nord.

Une décision récente du Tribunal de Commerce de Besançon le rappelle aux imprudents:

Voici les faits:

Le gérant (au Canada on parlerait de l'administrateur unique) d'une société à responsabilité limitée garantit personnellement les obligations contractées par sa société à l'égard de la banque. Il souscrit son engagement et l'acte ne fait pas mention de sa qualité de gérant. Le texte de l'acte de caution prévoit qu'elle continuera à produire ses effets jusqu'à révocation notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Quelque temps plus tard, le gérant démissionne et en avertit la banque qui prend acte du fait qu'il n'engagera plus la société par sa signature. Il n'est pas question de dénonciation de son engagement de caution. On devine la suite: les affaires de la société vont mal et la banque se retourne vers la caution pour obtenir le paiement de son dû. Le Tribunal a débouté la banque de sa demande et cela pour les deux raisons suivantes:

- « violation du devoir de renseigne-

ment: au moment où la caution a informé la banque qu'elle démissionnait de son poste de gérant, celle-ci aurait dû lui rappeler qu'elle pouvait révoquer son engagement;

- violation de la bonne foi: la banque aurait dû informer la caution de l'évolution défavorable de la situation financière de la société cautionnée et de l'augmentation du montant de la dette cautionnée. »

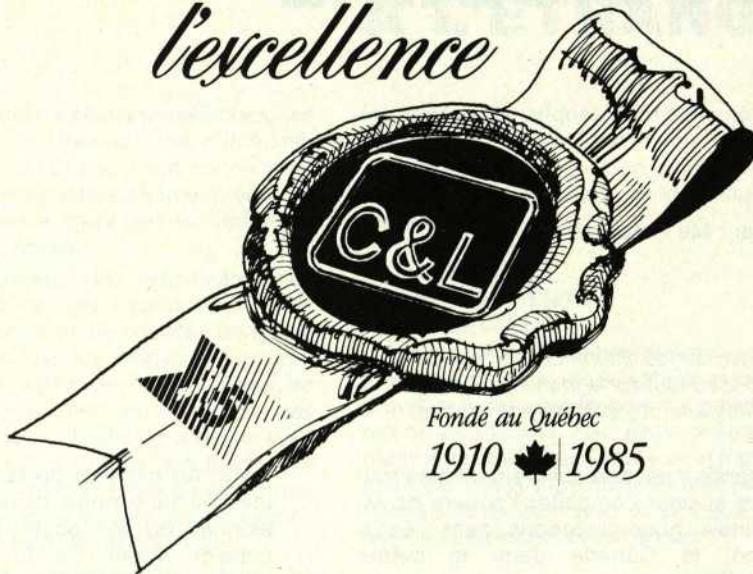
La caution a été libérée, la banque ayant commis une faute en en respectant pas ces deux obligations.

2. - Garantie exécutable à première demande

L'euphorie du mariage ne doit pas faire perdre de vue la possibilité de difficultés conjugales. Il en est de même dans les affaires. En négociant un contrat, dans le domaine international, chaque partie essaie d'échapper à la Justice de son vis-à-vis en cas de difficultés. Ainsi le vendeur veut avoir la certitude qu'il va être payé, d'où l'usage courant de lettres de crédit. Quant à l'acheteur, il tient à s'assurer qu'il recevra les prestations de la qualité désirée et aux dates prévues. D'où l'exigence du client étranger d'une garantie « exécutable à première demande ». C'est-à-dire, une garantie que le client pourra mettre en jeu, sans procès ni délai.

Situation dangereuse pour le fournisseur qui s'expose à être obligé de payer immédiatement — ou faire payer à charge de remboursement immédiat par lui — avec droit, bien entendu, de poursuivre par la suite son client au cas où celui-ci se serait indûment emparé de la garantie.

Un gage de confiance pour l'avenir: l'excellence



Coopers
& Lybrand

Laliberté
Lancôt

COMPTABLES AGRÉÉS
630, BOULEVARD DORCHESTER OUEST
MONTREAL (QUÉBEC) H3B 1W5 (514) 875-5140
2, PLACE QUÉBEC, QUÉBEC (QUÉBEC)
G1R 4V3 (418) 522-7001

Membre du groupe international Coopers & Lybrand présent dans 96 pays,
y compris les bureaux à Paris, Lyon et Marseille en France

La Cour de Paris avait récemment à décider du bien-fondé du recours du fournisseur qui s'opposait à l'exécution d'une telle garantie, en invoquant le caractère manifestement frauduleux et abusif du recours à la garantie par son client. La Cour avait devant elle le scénario habituel: le fournisseur français a fait bénéficier son client lybien de la garantie à première demande d'une banque lybienne. Celle-ci évidemment ne l'a fait que forte d'une garantie semblable d'une banque française qui, elle-même, agissait pour le compte et avec une contre-garantie semblable de son client français.

Le client lybien a mis en jeu sa garantie à l'égard de la banque lybienne qui en a fait autant à l'égard de la banque française; avant que celle-ci ne s'exécute, le fournisseur a demandé à la Justice française d'interdire à sa banque de payer.

Il a été débouté de sa demande, n'ayant pas été en mesure de prouver la collusion frauduleuse manifeste entre le client lybien et la banque lybienne, tâche quasi impossible.

Il s'agit d'une situation souvent expérimentée et à laquelle ont été exposées les entreprises travaillant au Moyen Orient, notamment en Iran. Le juge français ne pouvait pas manquer de sympathie à l'égard de l'entrepreneur, mis à rude épreuve. Mais, il a estimé ne pas pouvoir vider de sa substance cette forme de garantie, indispensable dans les relations internationales.

...et il serait intéressant de savoir ce que M. Minow pense de « ce qui est permis et de ce qui est interdit en Lybie »... ■

STIKEMAN, ELLIOTT AVOCATS

SUITE 3900, 1155 OUEST BOULEVARD DORCHESTER
MONTREAL, QUEBEC, CANADA H3B 3V2
TELEPHONE: 514-397-3000 TÉLEX: 05-267316

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE: "TAXMONT" TÉLÉCOPIEUR: 514-397-3222

H. HEWARD STIKEMAN, C.R.
JAMES A. ROBB, C.R.
L'HON. MARC L'ARONDE, C.R.
STANLEY H. HARTT, O.C.
MICHEL VENNAT, C.R.
RICHARD W. POUND
MICHEL DÉCARY
CLAUDETTE PICARD-LAVALLÉE
CHRISTIAN SALBAING
GLENN A. CRANKER
ROBERT LANGLOIS
A. EDWARD AUST
PIERRE RAYMOND
GUY MASSON
MARC CASAVANT
PAUL J. SETLAKWE
ANDRÉ ROY
STEPHEN RAICEK
MARC LAURIN

TORONTO

SUITE 1400
COMMERCE COURT WEST
TORONTO, ONTARIO
CANADA M5L 1B9

CÂBLE: "STIKE TOR"
TÉLEX: 06-22536
TELEPHONE: 416-869-5500

R. FRASER ELLIOT, C.M., C.R.
MAURICE REGNIER, C.R.
MICHAEL L. RICHARDS
MORTIMER G. FREIHEIT
CLAUDE P. DESAULNIERS
PAUL FORTIN
JEAN-PIERRE OUELLET
DAVID N. FINKELSTEIN
JEAN-PIERRE BELHUMEUR
PIERRE ARCHAMBAULT
LOUIS P. BELANGER
FRANK SIXT
LOUISE PELLY
JOHN W. LEOPOLD
RALPH E. FARAGGI
ISABELLE PAQUET
MONIQUE LUSSIER
RICHARD LARUE

OTTAWA

CENTRE BANQUE ROYALE
90 RUE SPARKS
SUITE 526
OTTAWA, ONTARIO
CANADA K1P 5B4

CÂBLE: "STIKE OTT"
TÉLEX: 053-3646
TELEPHONE: 613-234-4555

ÉTATS-UNIS

SUITE 1909
375 PARK AVENUE
NEW YORK, NEW YORK
U.S.A. 10152

CÂBLE: "STIKE NY"
TÉLEX: 680-1050
TELEPHONE: 212-371-88 55

GEORGE T. TAMAKI, C.R.
JAMES A. GRANT
HAROLD P. GORDON
MARTIN C. LEPAGE
J.N. WYATT
PETER R. O'BRIEN
DANIEL W. COLSON
MARC DE MAN
JEAN-JUDE CHABOT
MARTIN H. SCHEIM
FRANÇOIS H. OUMET
BRUNO ARNOULD
GUY SARAUULT
ELIZABETH SKELTON
PETER J. CULLEN
DOMINIQUE BELANGER
JACQUELINE JOHNSON
JULIE-MARTINE LORANGER

EUROPE

LEITH HOUSE
47-57 GRESHAM STREET
LONDRES, EC2V 7EH
ANGLETERRE

CÂBLE: "TAXLDN G"
TÉLEX: 51-883512
TELEPHONE: 01-606-0811

FRANÇOIS MERCIER, O.C., C.R.
W. DAVID ANGUS, O.C.
A. PETER F. CUMYRN
VINCENT M. PRAGER
YVON MARTINEAU
MARC J. PREVOST
ELINORE J. RICHARDSON
ROBERT COUZIN
DENIS LACHANCE
LAURENT FORTIER
CALIN ROVINESCU
LEWIS DOBRIN
LINE OUELLET
ROBERT RAIZENNE
J. PHILIPPE EWART
RICHARD LEGAULT
ALAIN PARD
ROBERT DROLET
MONIQUE MERCIER
EDWARD BROOKE CLAXTON

ASIE

CHINA BUILDING
18^{ème} ETAGE
29 QUEEN'S ROAD CENTRAL
HONG KONG

CÂBLE: "STIKH HX"
TÉLEX: 61592
TELEPHONE: 5-265531

LES SALONS FRANÇAIS

EUROPAIN

Europain, 8^e Salon International de la Boulangerie et de la Pâtisserie, se tiendra à Paris, du 22 au 26 février 1986, au Parc des Expositions du Bourget.

Cette manifestation peut être considérée comme la plus dynamique de sa branche en Europe grâce à trois éléments principaux :

UNE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE

Depuis sa création, EUROPAIN connaît un essor remarquable.

Sur 50,000 m² d'exposition d'un seul tenant (1 seul hall couvert), EUROPAIN 86 quadruplera le nombre de ses exposants de la première session.

1967	86	Exposants	10,000 m ²
1968	99	Exposants	14,000 m ²
1970	108	Exposants	15,000 m ²
1973	191	Exposants	23,000 m ²
1976	214	Exposants	28,000 m ²
1979	260	Exposants	34,000 m ²
1982	306	Exposants	40,000 m ² (dont 25 % d'étrangers)

TOUS LES 4 ANS, UN GRAND RENDEZ-VOUS MONDIAL

1967	près de 20,000 visiteurs
1982	50,267 visiteurs professionnels dont 6,000 acheteurs internationaux venus d'une centaine de pays.

Après le bond de 1982, EUROPAIN va continuer sa progression en nombre et qualité.

En février 1986, EUROPAIN consacrera la renommée internationale du savoir-faire français;

Le SIG va conformer son image de salon spécialisé

Lors des allocutions prononcées à l'issue de la visite inaugurale du SIG 85, il a été plusieurs fois question de « surprises » pour l'édition 86 — la 29^e — du salon de Grenoble. Une commission a été, en effet, constituée qui, sous la présidence de M. Pierre Corbet, Président du Comité d'organisation, s'attachera à « conforter, voire à renforcer la spécificité du SIG », dont la vocation est « sport d'hiver ». Le SIG 86 aura donc une image plus accentuée de salon véritablement spécialisé dans cet équipement. Des actions qui restent à définir seront entreprises dans ce sens. La Commission se compose, autour des organisateurs, des représentants de la profession. Cette décision a été prise parce que le SIG « doit absolument se différencier » d'autres salons européens, notamment allemands et italiens. Le SIG 86 aura lieu du 2 au 5 mars.

17-21 juin 1985

Vinexpo 85

La 3^e Semaine Mondiale du Vin et des Spiritueux « VINEXPO 85 » aura lieu au Parc des Expositions de Bordeaux du 17 au 21 juin 1985.

En 1983, le Salon « VINEXPO » a rassemblé à Bordeaux 665 exposants sur une surface de 9 493 mètres carrés, et il a reçu 15 500 visiteurs professionnels.

Du 13 au 21 octobre 1985

32^e Salon Equip'Hôtel

Equip'Hôtel marche ardemment vers ses 32 ans. Du 13 au 31 octobre 1985, se tiendra à nouveau à Paris, celui qui est devenu l'un des plus grands salons hôteliers du monde : 8 hectares d'équipements, de matériels et de produits destinés aux professionnels de l'accueil, du tourisme et des cafés-hôtels-restaurants. Plus de 1 000 restaurants. Plus de 1 500 marques.

99 689 personnes ont visité le dernier Equip'Hôtel, ce qui constitue une augmentation de plus de 7 % par rapport à 1983. Les visiteurs se sont particulièrement intéressés au gros matériel de cuisson (42,3 %), au petit matériel (19 %) et à l'ameublement (21 %). 5 027 étrangers ont été identifiés, soit 25 % de plus qu'en 1983, en provenance de 83 pays.

Malgré ces chiffres, qui démontrent l'envergure du salon et des secteurs qu'il représente, Equip'Hôtel a résisté au gigantisme et a gardé des allures de salon bon enfant. Attentif, il est depuis plus de 30 ans, à l'écoute des uns et des autres. Son formidable succès ne lui a pas tourné la tête. Il a pris depuis longtemps la sage résolution d'informer, animer et promouvoir la qualité de la profession hôtelière. Des principes dont il ne s'est jamais écarté.

**Weiss, Brazeau,
Gauvin, Dumais & Associés**
Comptables agréés

Membre de la firme nationale
Lavental & Horwath
Membre de la firme internationale
Horwath & Horwath

À MONTRÉAL

Weiss, Brazeau, Gauvin,
Dumais & Associés
770, rue Sherbrooke ouest,
Bureau 1100
Montréal (Québec)
H3A 1G1
Tél.: (514) 288-2020
Télex: 055-61984

EN FRANCE

PARIS

Horwath & Horwath France
Cabinet Cauvin Angleys
Saint-Pierre Revifrance
54, avenue Marceau
75008 Paris, France
tél.: 723.82.89
Télex: 620522
Câble: HORWINTAS

MARSEILLE

Cabinet Cauvin Angleys
Saint-Pierre
27, cours Pierre-Puget
13006 Marseille, France
tél.: (91) 37.05.85
Télex: 400512
Câble: HORWINTAS

TOULOUSE

Cabinet Cauvin Angleys
Saint-Pierre S.A.
40-42 rue du Rempart
St-Etienne B.P. 425
31008 Toulouse, France
tél.: (61) 21.72.50 (61) 21.72.56
Télex: 520804
Câble: HORWINTAS

Phillips & Vineberg
Avocats

SUITE 1700, 5 PLACE VILLE MARIE
MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA H3B 2G2
TÉLÉPHONE : (514) 866-8541
TÉLEX : 05-25587 « OBSJAC MTL »
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : « OBSJAC »
FACSIMILÉ : (514) 875-0344/876-4525
LIGNE TÉLÉCOMMUNICATION : 514-397-9280

OTTAWA :
SUITE 848, 99 RUE BANK
OTTAWA, ONTARIO, CANADA K1P 6B9
TÉLÉPHONE : (613) 230-2599
TÉLEX : 05-34437 « BURNET A OTT »
LIGNE TÉLÉCOMMUNICATION : 613-563-9237

NEW YORK :
350 PARK AVENUE, 14TH FLOOR
NEW YORK, NEW YORK 10022
TÉLÉPHONE : (212) 308-8866
TÉLEX : 332975 « PVNY UD »
FACSIMILÉ : (212) 308-0132
LIGNE TÉLÉCOMMUNICATION : 212-308-0131

LONDRES :
20 LINCOLN'S INN FIELDS
LONDRES WC2A 3ED, ANGLETERRE
TÉLÉPHONE : (441) 831-8553
TÉLEX : 893739 « PSI IN G »
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : « BURDUC »
FACSIMILÉ : (441) 430-2558
LIGNE TÉLÉCOMMUNICATION : 441-405-6414

PARIS :
21, AVE. GEORGE V
PARIS 75008, FRANCE
TÉLÉPHONE : (331) 720-3578
TÉLEX : 640236F « PAROBSJ »
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE « PAROBSJAC »

GENÈVE :
PHILLIPS & VINEBERG S.A.
3, PLACE DES BERGUES
CH-1201 GENEVE, SUISSE
TÉLÉPHONE : (4122) 322250
TÉLEX : 27412 « PVS CH »
FACSIMILÉ : (4122) 320364
LIGNE TÉLÉCOMMUNICATION : 4122-322246

HONG KONG :
2803 ALEXANDRA HOUSE
20 CHATER RD., HONG KONG
TÉLÉPHONE : (8525) 221061
TÉLEX : 76216 « PVHK HX »
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : « HONGOBSJAC »
FACSIMILÉ : (8525) 290595

**Deloitte
Haskins+Sells**

**Normandin
Barrière+Courey**

comptables agréés / Chartered Accountants

Montréal

Bureau 3210, Edifice de La Banque Royale du Canada
1, Place Ville-Marie, Montréal (Qué.), H3B 2W3 — 514-861-9311

Laval

2, Place Laval, Bureau 300
Laval (Qué.), H7N 5N6 — 514-382-4010

Représentation en France:

MULTICONSULT / PAREX

96, Avenue d'Iéna 75116 PARIS — 723.53.21

**le courrier
français**
Publié par l'Union Française

Le Courrier Français, créé en 1953, est le journal mensuel de la collectivité française au Canada.

Vous y trouverez, tous les mois, des nouvelles fraîches des différentes associations françaises au Canada, une revue de la presse en France, des articles sur les changements de la législation des deux côtés de l'Atlantique, des chroniques sur le cinéma, la littérature, la gastronomie, l'événement québécois, etc.

Le Courrier Français parle le langage des cent mille Français du Canada. Encouragez votre journal. Abonnez vos amis.

Abonnez-vous. 10\$ pour un an (11 numéros)

Je désire m'abonner au Courrier Français.
Ci-joint chèque de 10\$

Nom

Adresse

Ville

Le Courrier Français
429 Viger Est Montréal QC
H2L 2N9 tél.: 843-3445

**FINIS LES CASSE-TÊTE
DE GESTION IMMOBILIÈRE !**



Prés. Dir. Gén.
Luc D. Baudouin
E.A., C.P.M.

Vice-président :
Albert V. Hudon
B. Comm., MBA

Services complets de gestion immobilière,
consultation et vente,
Montréal, Ottawa et Québec.

Société fondée en mars 1972.
Excellentes références
Demandez notre brochure.

1331, Greene, Ste 200
Montréal, Québec H3Z 2A5
Tél. : (514) 933-3646

BALANCE OF PAYMENTS: **TOWARDS AN IMPROVEMENT**

By : Bernard Fleury
Président Directeur général
Banque Nationale de Paris
(Canada)

Soon after the announcement of a recovery in foreign trade, with the deficit brought down from F 93.5 billion in 1982 to 48.9 billion in 1983 and then to 19.8 billion in 1984 (customs statistics, FOB-FOB), the figures for the balance of payments on current account were published. These showed that equilibrium had almost been achieved, and even if the provisional figures are revised, they reinforce the considerable improvement already recorded in 1983. Moreover, long term capital outflows slowed down significantly and it became possible to reduce foreign borrowing. Prospects are, therefore, brighter, but difficulties subsist and a reduction in the total of foreign borrowing outstanding is not expected in 1986.

Restoring of balance to current payments

After returning to surplus in 1978, the balance of payments on current account worsened after the second oil shock, and the deficit reached F 79 billion in 1982. It then recovered rapidly, after changes in economic policy; the deficit fell to F 34 billion in 1983 and was replaced by a surplus in the third quarter of 1984; for the year as a whole, balance has almost been achieved (F 0.7 billion deficit according to the first provisional figures). This is mainly the result of the improvement in foreign trade, which has been faster than predicted. Nevertheless, the «goods» item remains in deficit; the situation is the opposite of that in Germany, for example, where the trade balance is much more satisfactory than the current payment figures.

The item «other goods and services» which is the correction of a statistical bias which reduces export revenues, is in surplus for structural reasons, and the trend is continuing (F 30 billion surplus in 1984). In contrast, the evolution of «invisibles» is less favourable. Unilateral transfer payments, by the government and foreign workers, continue to cause significant capital outflows. Services show a considerable surplus, although the figure now remains around F 33 billion after the maximum level of F 37 billion reached in 1980.

Consequently, although services partly offset the deficit on goods and transfer payments, they do not contribute to the improvement in the overall balance of current payments; as had been the case before 1980.

The evolution of services as a whole reflects the conflicting trends of the various components. Among the items which showed a favourable evolution was, firstly, tourism: the surplus rose from F 12 to 22 billion between 1982 and 1983, with a slightly higher figure once again in 1984, despite the abolition of the «carnet de change» (pass book issued to all travellers outside France, to record foreign currency purchases: annual limit F 2,000 per person) and the relaxation of restrictions on the use of credit cards outside France. This was the result of the slowdown in purchasing power in France, but above all of the competitiveness resulting from the rise in the dollar. Some technological services show a surplus which is still small but growing steadily, for example sub-contracting (in particular reprocessing of irradiated material) and management services (activities in data processing or the space industry of international holding companies located in France).

In contrast there is still a deficit on patent royalties, and the surpluses on large scale projects and technical cooperation, which had increased rapidly until 1982 (by F 27 billion), are now

tending to level off or even decrease. This is firstly the result of the drop in the numbers of such contracts signed over the last two years. It should also be noted that the deficit on «additional costs on goods» (discounts, refunds etc) appears to be increasing and that the deficit on marine transport, after worsening considerably in 1981, is still suffering from the effects of the rise of the dollar.

But the most alarming item is «interest dividends and other income on capital». After reaching a maximum surplus of F 9.7 billion in 1980, there was in 1983 a deficit of F 7.3 billion, which could be about F 10 billion in 1984. This evolution was mainly the result of interest on medium and long term debt, estimated at F 45 billion in 1984 (or approximately 5 per cent of exports of goods) compared with 23 billion in 1982 and 34 billion in 1983. These will continue to rise, prospects for the item as a whole are not favourable, and it will be adversely affected by the foreign debt contracted in particular to finance the current payments balance. The results of the other operations will thus have to show another considerable improvement if a lasting overall surplus is to be achieved.

To reduce the deficit and improve the financing of the basic balance — reduction of long term capital outflows

There was in 1983 a slight impro-

vement in the deficit on those long term capital movements known as «spontaneous», i.e. excluding authorised loans confirmed and strengthened in 1984, with net long term capital outflows falling from 47 billion to approximately 30 billion in 1984, compared with over 50 billion in 1981 and 1982.

This improvement affects, firstly, commercial credits. It is not necessarily a favourable evolution, since it is the result of a slowdown in the granting of export (especially buyer) credits, which may be the consequence of the drop in large scale contracts, in particular for major projects and technical cooperation. The recovery in the balance of direct investment is more satisfactory, especially if it is confirmed that it is due to foreign investment in France rising more quickly than French investment abroad: although the latter provides a presence abroad which is useful for industrial strategy.

In the absence of detailed information on outflows (loans to foreign countries) and inflows (loans from foreign countries), it is possible merely to note the improvement in the overall

balance on loans, after an abnormally large deficit in 1982 and 1983. With regard to portfolio operations, since inflows from foreign investment had been heavy, the deficit in 1983 was caused by considerable outflows (12.8 billion), mainly the result of bond holdings by French banks taking part in international issuing syndicates. The completion of these operations in 1984 brought about a surplus on portfolio operations.

— less financing by foreign debt

The return to balance on current payments and the improvement in the long term capital balance combined to bring about a further very sharp reduction in the deficit on the basic balance (excluding authorised loans), from F 80.5 billion in 1983 to around F 30 billion in 1984.

The main consequence was to make possible a marked decrease in drawings, net of repayments, on authorised loans (down from F 88 billion to under F 40 billion). As in 1983, the total of net authorised loans and of

banks' short term debt more than covered the basic balance, so that the public sector monetary situation (official exchange reserves) improved. In 1982, in contrast, part of the deficit had led to losses of reserves.

Contractual and early redemption are thought to have exceeded the F 23.6 billion recorded in 1983. However, new debt fell from F 112 billion in 1983 and 95 billion in 1982 to under F 70 billion. Despite this decrease, it covered the total basic balance and repayments, as in 1983. But since current payments were in balance, it covered repayments and long term capital outflows (claims on foreign countries), i.e. indebtedness did not increase more than claims abroad.

The restoring of near-balance to current payments, the fall in long term capital outflows and the marked decrease in new debt are highly satisfactory elements. The battle is not yet won, however, especially regarding the stabilisation and then the reduction in foreign debt.

FRENCH TRADE SHOWS

Mesuroca 85

The 9th International Exhibition "MESUCORA 85" to be held in conjunction with the 72nd Exhibition "PHYSIQUE 85" from 2 — 6 December 1985 in the Porte de Versailles Exhibition complex (at the same time as "ELEC 85") will once again be the only top level international event in this field.

There are now two new developments for 1985:

- the broadening of the range of exhibited equipment — 112 more sections than in 1982, making 718 in all — will ensure that new technology in industrial data processing, automation and process control will be fully represented
- a new "Non-destructive testing" section, in addition to the usual "Dimensional measurement" section.

Once again this year, the Mesucora Congress (which in 1982 brought together 745 participants) will be held under the auspices of MESUCORA 85.

SPECIAL SICOB: an international venue

The 2nd SPECIAL SICOB will be held in Paris from 6th to 11th May 1985 at the CNIT Exhibition Centre — La Défense. The 1984 Spring Sicob, devoted to mini/micro computing, software and software packages, proved to be very successful since it welcomed 121,190 visitors and 512 exhibitors. This is probably why about 500 companies have already decided to participate in this event./

SPECIAL SICOB will occupy levels 1, 2 and 3 of the CNIT Exhibition Centre and will cover a surface area of 55,625 m² (almost a 62 % increase compared with 1984).

According to a public opinion poll made in 1984 by the SOFRES on a scale of 621 people, the SPECIAL SICOB typical visitor is a data processing user

working in a professional environment. However it is important to add that two days (8th & 11th May) will be reserved for the public.

paritex

The main venue for all the professionals of textile creation for the home will take place in Paris from 6th to 11th June 1985, at the Paris-Nord Exhibition Centre.

As previously announced, the PARITEX dates have been changed so that they do not coincide with "Mother's Day" and thus allow more French retailers to attend the show.

COMMUNIQUES NEWS

CREDIT LYONNAIS

CANADA FINALISTE DU GALA DE L'EXPORTATION

Dans le but de souligner les réalisations particulières des entreprises québé-

coises dans le domaine de l'exportation, le Centre de Commerce mondial de Montréal, organisme créé et géré par la Chambre de Commerce de Montréal, organise le premier gala de l'exportation. Sous le thème "Objectif Monde", ce projet souhaite mettre en valeur l'entrepreneurship, le courage et la créativité des gens d'affaires québécois qui jouent un rôle social de premier plan en s'attaquant à ce palpitant défi de l'exportation.

Le Crédit Lyonnais Canada a été sélectionné finaliste du secteur tertiaire financier du Gala d'Exportation en raison de sa participation active dans le financement du commerce international.

La remise des Oscar aura lieu le 24 mai 1985.

PETITES ANNONCES

DEMANDES D'EMPLOI

J.H. Diplômé de l'Institut des Hautes Études de Droit Rural et Économie Agricole, Paris, expérience dans le milieu agro-alimentaire au Canada et le domaine du franchisage, recherche emploi de commercial lié à l'industrie agro-alimentaire. Ref. 01.

J.H. ancien élève HEC Montréal/Université McGill, 6 ans d'expérience bancaire à différents niveaux, recherche emploi sur Montréal. Alain Diébold (514) 325-8709.

J.F. Diplômée en psychologie, 2 ans d'expérience en conseil à l'orientation,

en voie d'être membre de la Corporation Professionnelle des Conseillers d'Orientation du Québec, recherche emploi sur Montréal. Sonia Bath (514) 325-8709.

J.F. Double nationalité, diplômée administration/compta/Marketing, 4 ans d'expérience gestion administrative/comptabilité recherche emploi même domaine, disponible de suite. Réf. 03

DEMANDE DE STAGE

Étudiante française en Maîtrise Langues Étrangères Appliquées (Anglais Espagnol), mention affaires et commerce recherche stage de 1 à 3 mois au Canada pendant l'été. Réf. 02

VENTE DE LOGEMENT

À vendre Pierrefonds est bungalow brique 9 pièces 900 m² de terrain, piscine hors-terre prix après 15 mai 1985 76 000 \$ (particuliers)
Tél.: 685-1923

VENTE DE COMMERCE

Vente cause santé. Pau Pyr. Atl. France.
Boutique Prêt à porter féminin ou autres... depuis 14 ans.
Rue commerçante chiffre d'affaire 400,000F. Affaire saine 35 mètres carrés; Bail 3-6-9. Loyer 3,500F trimestre. Possibilité appartement au dessus, prix 200,000F.
Après 19h00 (514) 678-8985

Maheu Noiseux

COMPTABLES AGRÉÉS

2, COMPLEXE DESJARDINS, BUREAU 2600
C.P. 153, MONTRÉAL, H5B 1E8
TÉL.: (514) 281-1555
TÉLEX: 055-60917

BUREAUX A OTTAWA, HULL, HAWKESBURY, ROUYEN,
VAL D'OR, AMOS, LASARRE, TIMMINS, MONTREAL,
LAVAL, QUEBEC - STE-FOY, LEVIS, SAINT-ANSELME,
THETFORD-MINES, LAC MEGANTIC, MONCTON,
CAMPBELLTON ET FORT LAUDERDALE

SOCIÉTÉ NATIONALE MAHEU NOISEUX-COLLINS BARROW,
BUREAUX A VANCOUVER, CALGARY, EDMONTON, WINNIPEG,
TORONTO, HALIFAX ET AUTRES VILLES DU CANADA,
SOCIÉTÉ INTERNATIONALE FOX MOORE INTERNATIONAL

PAGE STATISTIQUE

QUÉBEC ET CANADA

DERNIÈRES STATISTIQUES

PÉRIODE PRÉCÉDENTE (r = chiffre révisé)

	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE	PÉRIODE PRÉCÉDENTE		PÉRIODE PRÉCÉDENTE	
		QUÉBEC	CANADA	QUÉBEC	CANADA
		%	%	%	%
PNB réel ^a	3 ^e trim. 84	—	7,7	—	3,3
Ventes au détail	nov. 84	12,3	10,4	11,9	9,4
Emploi	janv. 85	2,0	2,3	2,0	2,4
Taux de chômage ^b	janv. 85	12,2	11,2	11,9	10,9
Rémunération hebdomadaire moyenne ^c	nov. 84	4,1	4,1	3,4	3,2
Indice des prix à la consommation ^c	déc. 84	3,6	3,8	3,3	4,0
Prix de vente dans l'industrie	déc. 84	—	3,6	—	3,8
Taux d'intérêt préférentiel	20 mars 85		11,75		11,50 (dern. mercr. de fév.)
Dollar canadien	20 mars 85		\$0,7239 U.S.		\$0,7210 U.S. (dern. mercr. de fév.)

ÉTATS-UNIS

DERNIÈRES STATISTIQUES

PÉRIODE PRÉCÉDENTE

		%	%
PNB réel ^a	4 ^e trim. 84	4,9 (r)	1,6
Taux de chômage	janv. 85	7,4	7,2
Prix à la consommation	déc. 84	3,5	4,0
Taux d'int. préférentiel	20 mars 85	10,50	10,50 (dern. mercr. de fév.)

NOTES

A moins d'indication contraire, les statistiques ne sont pas désaisonnalisées et donnent l'accroissement du dernier mois par rapport au même mois de l'année précédente.

(a) Taux annuel de l'accroissement par rapport au trimestre précédent. Désaisonnalisé.

(b) Nombre de chômeurs en pourcentage de la population active. Désaisonnalisé.

(c) Pour le Québec, on utilise l'indice des prix à la consommation à Montréal.

— Non disponible.

Sources: Statistique Canada et Banque Nationale du Canada avec la collaboration de la Chambre de Commerce du Québec.

LA BANQUE INDOSUEZ A MONTREAL. TOUT UN MONDE D'OPPORTUNITES.

La Banque Indosuez est présente au Canada, à Montréal et aux Etats-Unis, à New York, Chicago, Los Angeles, Houston et Atlanta. Ses implantations en Amérique du Nord s'intègrent dans un réseau international qui couvre 65 pays.

Banque française internationale, banque à taille humaine, partenaire des entreprises pour le développement et le financement de leurs échanges, la Banque Indosuez vous ouvre tout un monde d'opportunités.

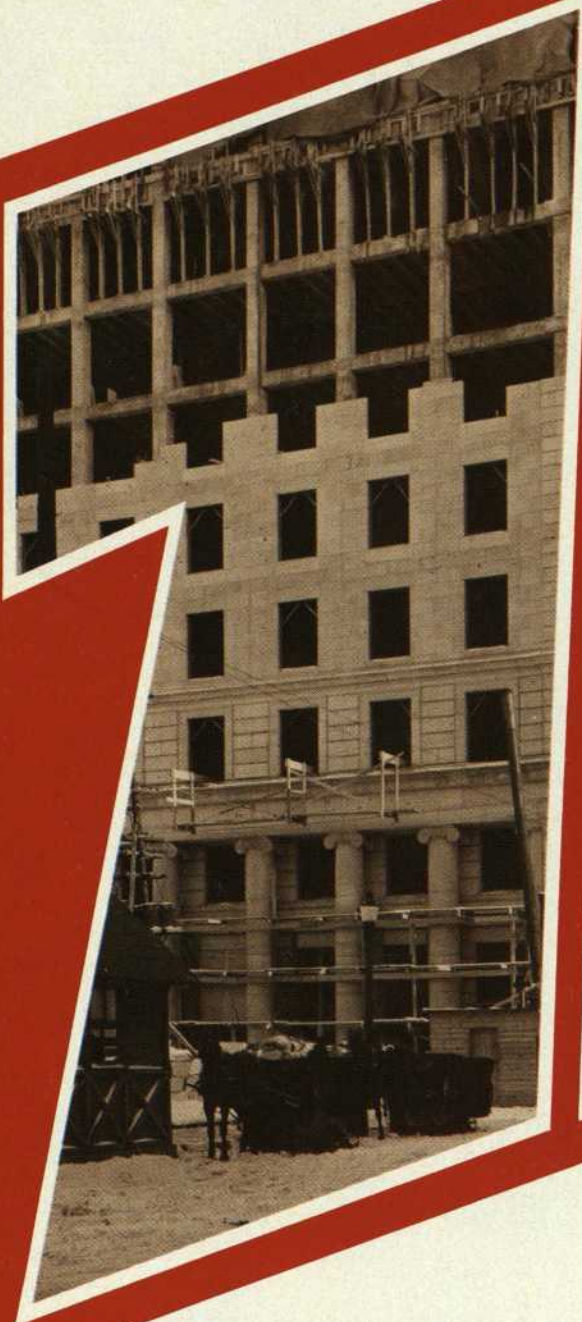


BANQUE INDOSUEZ

Bureau de représentation

Montréal : 1001 Boulevard de Maisonneuve Ouest - Suite 600 Montréal - Tél. 849.94.71 - Télex 05562182 Indosuez MTL.

Représentants : Michaël Nicolai, Claudette Marullo Barbaud.



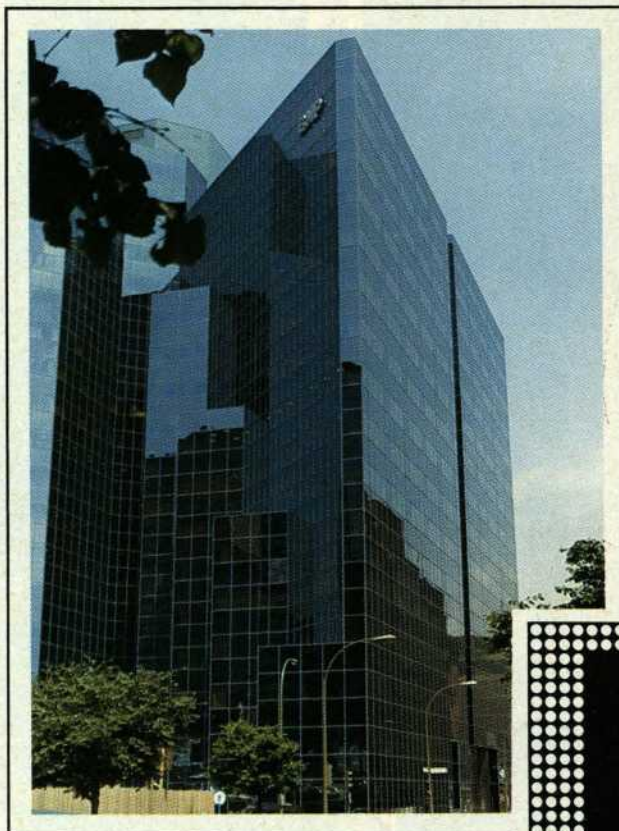
Depuis 75 ans, Ciments Canada Lafarge Ltée offre à sa clientèle...des produits de qualité, adaptés à ses besoins, et distribués à travers tout le pays.

Ciments Canada Lafarge Ltée

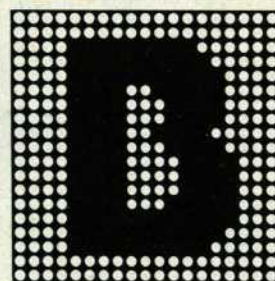
SIÈGE SOCIAL, 606 CATHCART, MONTRÉAL, QUÉBEC H2B 1L7

Le premier cimentier au Canada

Banque Nationale de Paris (Canada)



LE SIÈGE SOCIAL À MONTRÉAL



BNP

Le groupe BNP
au Canada depuis 1961
et dans près de 80 pays

MONTRÉAL

(Siège social)
Tour BNP
1981, ave McGill-Collège
Montréal, Qué.
H3A 2W8
Tél. : (514) 285-6000

TORONTO

Aetna Canada Centre
145 King Street West
Toronto, Ont.
M5H 1J8
Tél. : (416) 360-8040

QUÉBEC

500 est, Grande Allée
Québec, Qué.
G1R 2J7
Tél. : (418) 647-3858

EDMONTON

Edmonton Centre
605 Toronto-Dominion Tower
Edmonton, Alta.
T5J 2Z1
Tél. : (403) 420-1313

SHERBROOKE

75, rue Wellington Nord
Sherbrooke, Qué.
J1H 5B5
Tél. : (819) 566-4883

CALGARY

Selkirk House,
555, 4th Avenue S.W.
Calgary, Alta.
T2P 3E7
Tél. : (403) 264-0233

TROIS-RIVIÈRES

1350, rue Royale
Trois-Rivières, Qué.
G9A 4J4
Tél. : (819) 373-6113

VANCOUVER

IBM Tower,
701 West Georgia Street
Vancouver, B.C.
V7Y 1E4
Tél. : (604) 688-2212